



Rapport résultats 2020

INTERVENTION : MLI1805311 - Projet
d'amélioration de l'accès à l'eau potable
et à l'assainissement dans la région de
Koulikoro

MALI

Table des matières

1	ACRONYMES.....	5
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	7
2.1	FICHE D'INTERVENTION.....	7
2.1	EXECUTION BUDGETAIRE	8
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	9
2.2.1	<i>Pertinence.....</i>	9
2.2.2	<i>Efficacité.....</i>	10
2.2.3	<i>Efficiéce</i>	10
2.2.4	<i>Durabilité potentielle.....</i>	10
2.2.5	<i>Conclusions</i>	10
3	SUIVI DES RESULTATS	12
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	12
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel.....</i>	12
3.1.2	<i>Contexte de gestion.....</i>	13
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	14
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	14
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	15
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	15
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	15
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	16
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	16
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	17
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	17
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	17
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	18
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisé.....</i>	18
	<i>Les livrables obtenus en 2020 ont porté sur :</i>	18

3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	18
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	18
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	19
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5	20
3.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	20
3.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	20
3.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
3.8	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 6	21
3.8.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	21
3.8.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	22
3.8.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
4	SUIVI BUDGETAIRE	22
5	RISQUES ET PROBLEMES	22
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	29
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	29
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	29
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	29
7	THEMES TRANSVERSAUX	30
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	30
7.2	GENRE	30
7.3	DIGITALISATION	30
7.4	DROITS HUMAINS, EMPLOIS DECENTS	31
8	LEÇONS APPRISSES	32
8.1	LES SUCCES	32
8.2	LES DEFIS	32
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	32
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	33
9	PILOTAGE	33
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	33
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	35
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	38

9.4	RECOMMANDATIONS	38
10	ANNEXES.....	39
10.1	CRITERES DE QUALITE	39
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	44
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL).....	44
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	45
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	45
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	45

1 Acronymes

ADR-K2	Agence de Développement Régional de Koulikoro
AEP	Adduction d'Eau Potable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
Almadius	Bureau d'études International en Belgique
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
AREPK	Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale
AUEP	Association d'Usagers d'Eau Potable
Backstopping	Mission de support et d'appui du siège
BET	Bureau d'Etudes
CEDI	Croissance économique Durable et inclusive
COPIL	Comité de Pilotage
CPS	Cellule de Planification statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali
CRK	Conseil Régional de Koulikoro
CT	Collectivités Territoriales
CTS	Comité Technique et de Suivi
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement, des Contrôles et la Pollution des Nuisances
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistiques et de l'Informatique Appliquée, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
DTF	Document Technique et Financier
DTFa	Document Technique et Financier additionnel
E&A	Eau & Assainissement
Enabel	Agence Belge de Développement
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GPS	System de positionnement Géographique
IEC	Information-Education - Communication

IRC	Renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile au niveau de la région de Koulikoro et le niveau central
LCIANK	Programme de Lutte Contre l'Insécurité alimentaire et la malnutrition dans la region de Koulikoro
MATD-M	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation au Mali
M&E	Monitoring et évaluation
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernemental
ONG-is	ONG d'Intermédiation Sociale
OS	Objectifs Spécifiques
PDSEC	Programme de Développement Social, Economique et Culturel
PEPAK	Projet d'Amélioration de l'accès à l'eau potable et a l'assainissement dans la région de Koulikoro
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PSA	Plan Stratégique d'Assainissement
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAFI	Responsable Administratif et Financier International
RR	Représentant Résident
SIG	Système Informatique Géographique
SIGMA	Système Informatique Géographique du Mali
SETRA	Société d'Equipement et des Travaux
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOMAPEP	Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable
STBV	Station de Traitement de Boues de Vidange
STEFI	Suivi Technique et Financier
TIC	Télécommunication-Informatique -Communication
UGP	Unité de Gestion du Projet

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la région de Koulikoro
Code de l'intervention	MLI1805311
Localisation	Koulikoro
Budget total	8000000 EUR
Institution partenaire	MLI - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
Date de début de la Convention spécifique	28/12/2018
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01/05/2019
Date prévue de fin d'exécution	28/12/2022
Date de fin de la Convention spécifique	27/12/2023
Groupes cibles	Collectivités Territoriales Les bénéficiaires
Impact	MLI1805311 Contribuer aux ODD #3 et #6 de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans la région de Koulikoro, par un service public de l'eau et de l'assainissement durable
Outcome	A L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations de la ville de Koulikoro et des centres ruraux et semi-urbains de la région sont améliorés durablement.
Outputs	<p>A01 La desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains est améliorée.</p> <p>A02 Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation.</p> <p>A03 Les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations de 13 centres secondaires sont améliorées grâce à la mise en place de latrines communautaires fonctionnelles.</p> <p>A04 Des infrastructures collectives de gestion des excréta et gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC.</p> <p>A05 Une gestion inclusive et pérenne du service public d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.</p>

	A06 Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro.
Année couverte par le présent rapport	1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020

2.1 Exécution budgétaire

Code budgétaire	Description	Budget Révisé au 28/02/2020	Dépenses		Solde au 31/12/2020	Taux de déboursement au 31/12/2020
			Années précédentes	2020		
A	Activités	6 417 200	138	294 674	6 122 388	5%
RO1	La desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains est améliorée	4 031 683	138	146 082	3 885 463	4%
RO2	Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation	216 000	0	2 506	213 494	1%
RO3	Les conditions d'hygiène, l'assainissement et l'environnement de la ville de Koulikoro sont améliorés avec la création d'une station de traitement des boues de vidange et sa filière des sous-produits et la construction de 15 latrines communautaires	91 000	-	10 638	80 362	12%
RO4	Des infrastructures collectives de gestion des excréta, des gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC	1 668 917	-	115 601	1 553 316	7%
RO5	Une gestion inclusive et pérenne du service public d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.	266 800	-	19 847	246 953	7%

Ro6	Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro	142 800	-	-	142 800	0%
X	Réserve budgétaire	330 000	-	-	330 000	0%
Z	Ressources Générales	1 252 800	204 979	278 597	769 224	39%
	Total	8 000 000	205 117	573 271	7 221 612	10%

En 2020, le taux d'exécution budgétaire était de 24% par rapport à la programmation financière (**573 271 euros dépensés sur une prévision de 2 415 278 euros**). L'écart enregistré par rapport aux prévisions est essentiellement dû au retard enregistré :

- dans la réalisation des infrastructures et le report de certaines activités en 2021 à cause de l'impact du Covid-19 ;
- les mesures prises par la CEDEAO pour la fermeture des frontières ont occasionné la rupture de stock des matériaux de construction ainsi que les difficultés d'accès aux sites liées aux inondations et à l'insécurité.

Ainsi, le taux de dépenses globale est de **10% au 31/12/20**. Mais au regard des engagements pris en 2020, le niveau de dépense sera considérablement augmenté en 2021.

2.2 Auto-évaluation de la performance

2.2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le PEPAK contribue aussi aux ODD #3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) et #6 (Garantir l'accès à tous des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable) et à l'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans la région de Koulikoro, par un service public de l'eau et de l'assainissement durable.

Ce projet est cohérent avec le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali dont l'objectif spécifique n°25 vise à « Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique ». En outre il s'inscrit dans le cadre du respect d'un droit constitutionnel pour les citoyens et d'un devoir constitutionnel pour l'Etat car la Constitution malienne reconnaît le « Droit à un environnement sain ; Protection / défense de l'environnement et la promotion de la qualité de vie ».

Le PEPAK renforce les capacités des collectivités territoriales de la Région de Koulikoro dans la fourniture de services publics d'eau et de l'assainissement ainsi que la lutte contre les pollutions et

nuisances dans la limite des compétences à elles dévolues par les Lois et Règlements en vigueur. Ainsi sa réalisation permettra à ces collectivités de respecter les droits des citoyennes et citoyens de cette région à avoir un accès durable à une eau potable et à l'assainissement.

2.2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

La probabilité d'atteindre l'outcome est affirmée dans la mesure où le PEPAK a réalisé des études techniques et socio-économiques réalisées qui faciliteront la mise en place des infrastructures d'eau et d'assainissement et l'ingénierie sociale en 2021 et 2022. Les perspectives d'extension du PEPAK grâce à une augmentation budgétaire de 6 Millions d'euros permettront de renforcer les stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser cet outcome et la gestion des risques et hypothèses s'effectue de manière proactive.

2.2.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

La disponibilité et l'utilisation des inputs nécessaires à la mise en œuvre des activités planifiées au titre de l'année 2020 a été satisfaisante. La qualité des résultats atteints, tous considérés comme extrants, correspond parfaitement au montant des inputs dépensés. Toutefois, en dépit des modifications budgétaires opérées le démarrage des travaux d'infrastructures n'est pas intervenu du fait que les procédures d'adjudication des marchés n'interviendront qu'au premier trimestre 2021. D'où un taux d'exécution financière de 24% en 2020 et 10% par rapport au budget global.

2.2.4 Durabilité potentielle

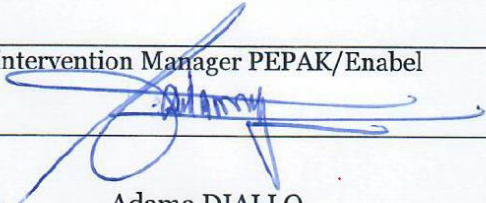
	Performance
Durabilité potentielle	C

Les conditions de durabilité potentielle du PEPAK est assurée grâce à l'appropriation et au portage technique de ce Projet par les collectivités territoriales qui demeurent redevables envers les communautés ainsi que la participation responsable de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du PEPAK. Toutefois les risques et hypothèses doivent faire l'objet de traitement adaptés afin d'assurer la pérennité des investissements d'une part et la durabilité institutionnelle d'autre part.

2.2.5 Conclusions

- Le Projet est toujours cohérent par rapport aux orientations stratégiques maliennes et belges et aux documents de politiques nationales et de stratégies en matière d'eau et d'assainissement. Il répond aussi aux besoins et attentes des populations de la Région de Koulikoro tout en étant cohérent avec le CREDD, les ODD et le programme de coopération Mali-Belgique ;
- Du point de vue de l'efficience, les intrants utilisés reflètent parfaitement la qualité des produits obtenus durant la période sous revue malgré le faible taux d'exécution financière lié à la réalisation physique des activités préalables ne nécessitant pas de grosses dépenses au détriment de celle des travaux de grande envergure (construction des AEP, de la STBV) ;

- ◆ En termes d'efficacité, le projet a atteint sa phase de croisière vers l'atteinte de l'outcome dans la mesure où tous les préalables sont accomplis pour le démarrage effectif des grands travaux dont la réalisation prévue en 2021 permettra d'améliorer l'accès des populations à l'Eau Potable et à l'assainissement ;
- ◆ La durabilité du projet est potentiellement garantie grâce à l'appropriation par les parties prenantes du processus de mise en œuvre dans le respect du Guide National de Gestion des Programmes d'Adduction d'Eau Potable en milieu rural d'une part et le respect des orientations du Plan Stratégique d'Assainissement de la Ville de Koulikoro d'autre part. Le Comité Technique de Suivi et le Comité de Pilotage du Projet assurent efficacement leurs rôles et responsabilités. Toutefois la pérennité des investissements dépendra des résultats des actions en matière d'ingénierie sociale et l'engagement des acteurs à prendre en charge le service public de l'eau et de l'assainissement.

Intervention Manager PEPAK/Enabel

Adama DIALLO

3 Suivi des résultats¹

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Depuis 2012, le Mali est en proie à une insécurité récurrente qui se traduit dans différentes formes d'extrémismes violents et de banditisme. Cette situation contribue à la déstabilisation des fondements de l'Etat qui n'arrive plus à assurer efficacement les services socio-économiques de base, la justice et la sécurité des biens et des personnes sur les régions du Nord et du centre.

Cette insécurité est beaucoup plus marquée dans le Cercle de Nara et de Banamba notamment dans les zones de la forêt de Wagadou, dans les zones transfrontalières avec la Mauritanie et la vallée du Serpent qui relie la Région de Koulikoro aux centres névralgiques des conflits du Centre du Mali où se développent conflits intercommunautaires violents en plus du terrorisme.

Le Mali transverse *une période de transition suite au Coup d'Etat du 18 Août 2018* qui induit des changements à l'Ordre constitutionnel normal avec la *mise en place des organes de transition* (Gouvernement, Conseil National de Transition). Cette période de transition a été également marquée par des mouvements sociaux (notamment les grèves des fonctionnaires). Paradoxalement l'impact négatif de cette période de transition sur la mise en œuvre du PEPAK dans la Région de Koulikoro n'est pas ressenti.

Au contraire les mesures de sécurisation des zones affectées par l'insécurité et la mise en œuvre de la déconcentration administrative par la nomination de trois gouverneurs de nouvelles régions de Nara, Dioila et Koulikoro (*découpage administrative*) sont de nature à créer les conditions d'un rétablissement de la confiance avec les populations de ces zones qui bénéficient des investissements structurants financés par la Coopération Belge et d'autres partenaires au développement.

Malgré ce contexte de *fragilité et d'insécurité*, Enabel a développé une certaine agilité lui permettant d'intervenir au niveau de toute la Région de Koulikoro. Certes, toute la Région est classée en zone Rouge pour les expatriés mais le personnel national continue d'intervenir au niveau de toutes les communes concernées par les interventions de la coopération belge sans incidents.

Le PEPAK s'inscrit dans le *Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable* (CREDD 2019-2023) qui a été élaboré et validé par l'Etat Malien avec l'appui des partenaires. Ce document de référence des politiques et stratégies de développement au Mali est fondé sur une nouvelle vision du Mali à l'horizon 2040 qui réaffirme la volonté d'atteindre les ODD tout en soulignant l'importance du droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

¹ « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Au titre de l'année 2020, le PEPAK a signé quatre (04) accords de partenaires basés sur un dialogue transparent et une implication effective des parties prenantes pour la mise en œuvre efficace et efficiente et durable des activités de l'intervention :

- ◆ Un accord de partenariat avec le Conseil Régional de Koulikoro (CRK) pour appuyer la délégation de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'AES/AEP et de latrines communautaires dans les 14 centres ruraux et semi-urbains en accord avec les communes respectives avec l'appui des services techniques de l'Etat ;
- ◆ Un accord de partenariat avec la Commune Urbaine de Koulikoro (CUK) pour appuyer la maîtrise d'ouvrage des travaux de la STBV et de latrines communautaires dans la ville de Koulikoro ;
- ◆ Un accord de partenariat avec la DRH pour apporter un appui-conseil au CRK dans la supervision et le suivi technique des travaux de construction d'AEP/AES;
- ◆ Un accord de partenariat avec la DRACPN pour apporter un appui-conseil aussi bien à la CUK qu'au CRK dans la supervision et le suivi technique, environnemental et social des travaux de construction et d'exploitation des ouvrages d'assainissement (latrines communautaires et STBV).

En outre le PEPAK a mobilisé l'expertise d'un bureau d'études belge (ALMADIUS) via le contrat-cadre pour réaliser l'étude technique (APS/APD) et fournir une assistance pour la sélection d'une entreprise de travaux de construction d'une station de traitement des boues de vidanges (STBV) à Koulikoro.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le Programme bilatéral a tenu un comité de pilotage conjoint les 25 et 26 février 2020 pour examiner et valider les rapports de résultats 2019 et les planifications opérationnelles et financières 2020 des quatre interventions (PEPAK, AREPK, LCIANK et IRC).

En outre, le PEPAK a tenu deux (02) comités de pilotage extraordinaire le 12 mai 2020 pour approuver les modifications budgétaires intervenues suite au redimensionnement de la STBV issu des résultats des études techniques de la STBV et le 9 novembre 2020 pour examen et approbation du DTF additionnel du PEPAK.

Le PEPAK a organisé aussi deux CTS dans les cercles de Fana et Kati pour apprécier l'état d'avancement des activités de l'intervention réalisées en janvier et en novembre 2020.

Afin de faciliter la mise en œuvre efficace des activités du PEPAK et d'assurer l'implication effective de toutes les parties prenantes, le PEPAK a tenu dans le cercle de Kati les 23 et 24 juin 2020 une session de concertation et d'échanges sur les rôles et responsabilités des Collectives Territoriales (CRK et Mairie) dans la Maitrise d'Ouvrage locale et une seconde session tenue les 20 et 25 novembre 2020 pour la validation des choix définitifs des 14 centres AEP/AES et de finalisation de la convention spécifique de délégation de maîtrise d'ouvrage entre le CRK et les communes bénéficiaires.

Les Collectivités Territoriales (CRK et Mairie), en qualité de responsable du volet technique eau et assainissement, ont été impliquées dans tout le processus du choix définitif des centres AEP/AES et dans la prise de décision qu'en a suivie.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs²

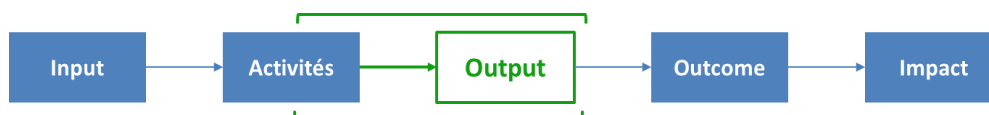
Outcome : L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations de la ville de Koulikoro et des centres ruraux et semi-urbains de la région sont améliorés durablement.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
MLI1805311 Niveau de satisfaction des populations des 14 centres ruraux et semi-urbains et de la ville de Koulikoro par rapport à l'accès à l'Eau Potable et à l'assainissement	Insatisfait	Insatisfait	Insatisfait	Insatisfait	satisfait
MLI1805311 Nombre de personnes ayant accès à l'Assainissement adéquat dans les 14 centres ruraux et semi-urbains et dans la ville de Koulikoro	ND	ND	ND	ND	53 000
MLI1805311 Taux d'accès à l'eau potable des populations dans les 14 centres ruraux et semi-urbains ciblés par le projet	60	60	60	60	100

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Au stade actuel de mise en œuvre du PEPAK, les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome se limitent seulement à quelques extrants (produits) ci-dessous qui concourent faiblement à l'atteinte des outputs.

3.3 Performance de l'output 1³



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : La desserte en eau potable pour les populations des 14 centres ruraux et semi-urbains est améliorée.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
MLI1805311 Nombre d'AEP / AES fonctionnelles	0	0	0	0	14
MLI1805311 Nombre de pompes doseuses fonctionnelles	0	0	0	0	14
MLI1805311 Nombre de test de potabilité effectué par centre par an	0	0	0	0	2

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1.A0101 Réalisation études techniques, socio-économique et suivi travaux AEP		X		
2. A0102 Travaux de sécurisation de la ressource (forage)		X		
3.A0103 Réalisation des adductions d'eau potable			X	

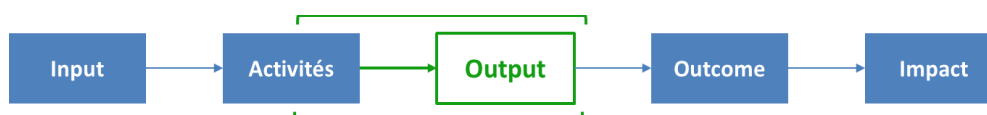
3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les progrès réalisés pour l'atteinte de l'output1 sont satisfaisants. Les livrables obtenus en 2020 ont porté sur :

- ◆ Sécurisation des ressources en eau potable réalisée au niveau de 20 centres secondaires (soufflage, essais de pompage, et analyses physicochimiques et bactériologiques) ;
- ◆ Suivi et contrôle des travaux d'essais de pompage de longue durée de 20 forages existant ;
- ◆ Etudes socio-économiques, CAP et NIES réalisées dans 20 centres secondaires ;
- ◆ Etudes techniques et de faisabilité (APS-APD-DAO) réalisées au niveau de 17 centres secondaires ;
- ◆ Processus de sélection des entreprises pour la réalisation de 14 AEP/AES dans les centres secondaires.

En outre, on constate que l'output1 est arrivé de manière satisfaisante à l'atteinte de ses résultats d'étape et elle est sur une bonne dynamique pour leur atteinte globale d'ici la fin du projet. Ces activités ont permis une meilleure implication des élus et des services techniques déconcentrés dans l'exercice de la Maitrise d'ouvrage communale (MOC). Le démarrage effectif des travaux est programmé en Q1 2021.

3.4 Performance de l'output 2⁴



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2: Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
MLI1805311 Existence de cadre de concertation périodique (semestriel) fonctionnel entre les acteurs/partenaires	NON	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Nombre d'AUEP/Délégués privés d'AEP/AES fonctionnelles	0	0	0	0	14
MLI1805311 Nombre de contrats de délégation de service public de l'eau potable signés entre la commune et les autres acteurs de l'eau	0	0	0	0	14
MLI1805311 Taux de représentativité des femmes au sein des instances de prises de décisions et de gestion (AUEP, Délégué privé) au niveau des AEP/AES	0	0	0	0	30%

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1.A0208 Mesures d'accompagnement IEC pour les communes bénéficiaires d'une nouvelle AEP			X	

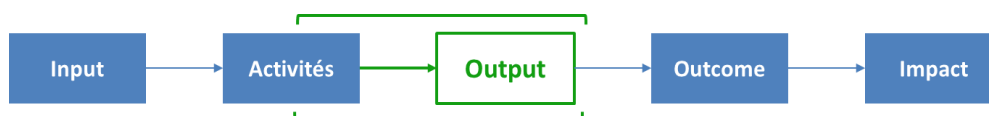
3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Au cours de cette période de rapportage on constate qu'il n'y a pas eu de progrès par rapport à l'atteinte de ce output2. Cela s'explique par le fait que le processus de notification de l'appel à proposition à l'ONG is dans les centres AEP/AES a pris fin en décembre 2020.

La convention de subsides est programmée pourrait être signée en Q1-2021 et les résultats escomptes (plus ou moins) seront observés en lien avec la mise en œuvre des activités prévues. En effet, certaines livrables ont été réalisés :

- Mobilisation communautaire et l'adhésion des bénéficiaires au projet ;
- Pprocessus de validation des conventions spécifiques entre le Conseil Régional de Koulikoro et les communes bénéficiaires des AEP/AES en vue de faciliter la MO des infrastructures d'eau potable et d'assainissement ;
- Sélection d'une ONG-is pour la réalisation des mesures d'accompagnement (IEC) dans les centres bénéficiaires de systèmes AEP.

3.5 Performance de l'output 3⁵



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations de 14 centres secondaires sont améliorées grâce à la mise en place de latrines communautaires fonctionnelles.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
MLI1805311 Nombre d'usagers des latrines formés et sensibilisés sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène/d'assainissement	0	0	0	0	91

MLI1805311 Nombre de latrines communautaires (3 blocs) fonctionnelles dans les 14 centres bénéficiaires d'AEP/AES, prenant en compte le genre	47	0	0	0	86
---	----	---	---	---	----

Au cours de cette période de rapportage, on constate qu'aucun indicateur n'a évolué sur cet output. Les progrès réalisés se limitent seulement au démarrage des travaux de réalisation de 14 latrines communautaires (2 blocs de 3 cabines) dans les centres AEP/AES.

En 2021, les progrès sont attendus par cet indicateur, via l'achèvement des travaux des latrines communautaires et la réalisation des activités d'IEC sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1.A0301 Réalisation de latrines communautaires (bloc 3 portes) liées aux centres AEP (travaux)		X		

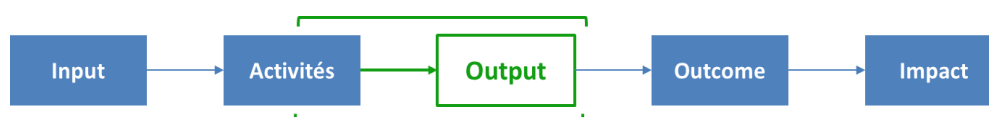
3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Les livrables obtenus en 2020 ont porté sur :

- 14 latrines communautaires en cours de réalisation au niveau des centres secondaires bénéficiaires d'AEP.

Les progrès tangibles mesurables par rapport à l'atteinte de l'output³ sont attendus en 2021 et 2022 et seront observés en lien avec la mise en œuvre des activités de sensibilisation et d'information en matière d'hygiène et d'assainissement.

3.6 Performance de l'output 4⁶



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Des infrastructures collectives de gestion des excréta et gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale

MLI1805311 Nombre de latrines communautaires fonctionnelles dans la ville de Koulikoro prenant en compte le genre	35	0	0	0	51
MLI1805311 Nombre de station de boue de vidange répondant aux normes environnementales et sanitaires	0	0	0	0	1

3.6.2 État d'avancement des principales activités

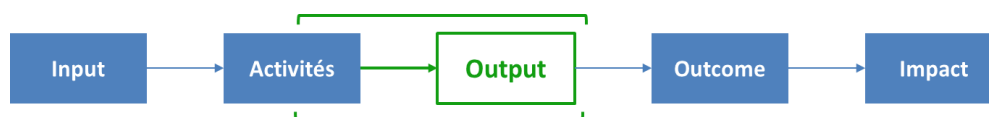
État d'avancement des principales activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1.A0401 Réalisation des études techniques		X		
2. A0402 Construction de la STBV (accès, sécurisation site, station STBV, fourniture équipement)			X	
3.A0403 Suivi des travaux de la STBV par l'UGP et la mairie		X		
4. A0404 Construction de 16 latrines communautaires dans la ville de Koulikoro		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Au cours de la période de rapportage, on constate que les réalisations physiques programmées et réalisées sur le terrain ont porté sur la construction de 16 latrines communautaires dans la Commune Urbaine de Koulikoro. Les livrables réalisés dans le cadre de ce résultat sont les suivantes :

- ◆ Etude d'impact environnemental et social est réalisée dans la Commune Urbaine de Koulikoro ;
- ◆ Etude de faisabilité technique de la STBV est réalisée (APS, APD) par le BET Almadius ;
- ◆ Notification du marché de suivi et contrôle des travaux de construction de la STBV a un bureau d'étude ;
- ◆ Processus de sélection d'une entreprise pour la construction de la STBV;
- ◆ 16 latrines communautaires en cours de réalisation dans la ville de Koulikoro.

3.7 Performance de l'output 5⁷



3.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Une gestion inclusive et pérenne du service public d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
MLI1805311 Existence d'une convention de délégation de gestion signée entre le maître d'ouvrage et le gestionnaire de la STBV	NON	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Existence de services publics communaux fonctionnels en matière de voirie, hygiène et assainissement	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
MLI1805311 Taux d'exécution du Plan de Gestion environnementale et sociale (PGES) de la STBV	0	0	0	0	60%
MLI1805311 Volume de boues traitées par an	0	0	0	0	2000 m ³
MLI1805311 Volume des sous – produits valorisés par la STBV	0	0	0	0	100 m ³

3.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1.A0501 Appui à la maîtrise d'ouvrage locale d'infrastructures d'assainissement public		X		
3.A0503 Renforcement des capacités organisationnelles des services locaux d'eau, hygiène et assainissement de la ville de Koulikoro		X		

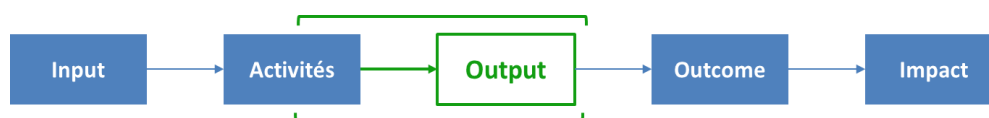
3.7.3 Analyse des progrès réalisés

En termes de livrables, l'équipe opérationnelle a réalisé quelques d'activités préalables qui concourt à l'atteinte de ce résultat. Il s'agit du :

- Plan de Communication élaboré en aout 2020 avec l'appui du CНИЕCS et l'implication des partenaires clés ;
- Production des outils de visibilité (bloc-notes, Polo, casquettes, stylos, Kakemono).

En 2021 les activités d'appui à la maîtrise d'ouvrage locale d'infrastructures d'assainissement public et le renforcement des capacités organisationnelles des services locaux d'eau, hygiène et assainissement de la ville de Koulikoro vont réellement démarrer sur le terrain afin d'assurer une meilleure appropriation et durabilité des investissements structurants.

3.8 Performance de l'output 6⁸



3.8.1 Progrès des indicateurs

Output 6 : Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
MLI1805311 Existence d'un changement de comportement favorable à l'hygiène et à l'assainissement	NON	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Existence de cadre de concertation périodique formel et fonctionnel entre les acteurs de la filière	NON	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Existence d'une filière de boues de vidange fonctionnelle	NON	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Nombre de conventions de délégation de gestion signées entre le maître d'ouvrage et les autres prestataires	0	0	0	0	2
MLI1805311 Nombre de conventions signées entre les acteurs de la filière	0	0	0	0	4
MLI1805311 Nombre de vidangeurs formés à la réglementation et à la collecte hygiénique	0	0	0	0	20

3.8.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1.A0601 Mesures d'accompagnement à la mise en place de la filière de traitement et valorisation des sous-produits			x	

3.8.3 Analyse des progrès réalisés

Aucun indicateur de suivi n'a été enregistré en lien avec la mise en œuvre des activités prévues. Le livrable obtenu porte sur

- Processus de sélection d'une ONG is en cours de finalisation au niveau de la région de Koulikoro.

L'exécution de ce résultat connaîtra une évolution significative, via une ONG d'intermédiation sociale subsidiée

NB: Les études et les travaux réalisés ont permis la création de 200 emplois temporaires dont 67 par les BET et 133 par les entreprises.

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire de la programmation 2020 est de 24%. Jusqu'ici les principales modifications financières ont porté sur l'augmentation du budget du résultat n°4 afin de prendre en compte les besoins réels de la ville de Koulikoro (de 7m3 on est 56m3/jour).

5 Risques et problèmes

L'analyse des risques de l'intervention est enregistrée dans Pilot. Le rapport de résultats d'intervention reprend l'extrait de Pilot (gestion des risques). Aucun nouveau risque ou problèmes nouveaux ne sont

Identification du risque ou problème			Analyse du risque			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Periode d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp	Deadline	Progress	Status
Une situation sécuritaire instable au niveau des centres retenus pourrait engendrer des conséquences sur la réalisation et la gestion durable d'infrastructures d'eau potable (retards dans la réalisation d'études / travaux, arrêts des travaux,)	Decembre 2018	OPS	Medium	High	High Risk	Flexibilité dans le ciblage géographique permettant de délocaliser les activités dont le déroulement n'est plus possible à cause de l'insécurité	EO	Q3 2022	Respect des mesures de prudences et règles sécuritaires; Acquisition de matériels et équipements de sécurité; La sécurisation des forages a permis de connaître le potentiel en eau des sites et un choix raisonné.	En cours
Nombre insuffisant d'entreprises avec les compétences requises répondant aux AO de travaux peut se traduire par des marchés infructueux ou des défauts d'exécution sources de contentieux avec le PEPAK et autres parties prenantes.	Decembre 2018	OPS	Low	Medium	Low Risk	Au-delà d'une procédure administrative et financière d'analyse des soumissions, il est important de s'assurer (à travers une enquête légère) que les entreprises de travaux disposent réellement des matériels, équipements, ressources humaines qualifiées et une solidité financière leur permettant de respecter les engagements contractuels pris.	EO	Q4 2020	Au stade actuel, aucun cas n'a été observé	En cours
						Visite obligatoire des sites par les entreprises avant dépôt de leur offre	BE/Entreprises	Q4 2020	Toutes les entreprises ayant déposé leurs offres pour les travaux de construction des	Terminé

									AEP/AES et de la STBV ont bien visité les sites avant	
Défaillances de certaines entreprises à réaliser les travaux dans le délai	Decembre 2018	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Lancement et recrutements dès approbation du DTF sur la base d'une procédure de pré qualification d'entreprises disposant de réelles capacités d'exécution des travaux d'AEP / AES	RAFI/CF	Q4 2021		Prévu
						Application des pénalités prévues dans les contrats	RAFI/CF	Q4 2021	Au stade actuel, aucun cas n'a été observé	Prévu
						Inscription des entreprises défaillantes sur une liste noire du PEPAK et des CT	EO	Q4 2021		Prévu
Un faible fonctionnement et portage technique des services locaux (voirie, assainissement) de la commune urbaine de Kkoro peut compromettre la durabilité des investissements (latrines, STBV)	sept.-19	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Le développement des compétences des ressources humaines des principales parties prenantes impliquées dans les services publics de l'eau et de l'assainissement (CT, DRH, DRACPN, AUEP et ADR)	EO/RC	Q3 2022	En synergie avec l'IRC, la Mairie de Koulikoro a bénéficié de la digitalisation (Mise en place d'une plate forme numérique adaptée au besoin d'archivage ainsi que la formation de ces utilisateurs)	En cours
Une faible qualité de portage institutionnel et de compétence des CT peut compromettre la délégation du service public de l'eau et sa pérennité	sept.-19	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Engagement réel des acteurs dans la mise en œuvre de schéma de délégation du service public	CT	Q3 2022	Organisation d'une session de concertation sur la maîtrise d'ouvrage afin de clarifier les rôles et responsabilités de tous les acteurs dans la mise en œuvre de l'intervention; La signature des conventions spécifiques entre CRK et les communes concernées.	En cours

Investir dans un secteur novateur (assainissement urbain), peu attractif et de manque d'intérêt des PTF au Mali constitue en soi même un risque de développement pour les populations ayant le droit à un environnement sain et Enabel en cas d'échec	Décembre 2018, reformulé en septembre 2019	DEV	Medium	High	High Risk	Prévoir une assistance technique perlée à l'équipe opérationnelle légère déployée sur le terrain afin de renforcer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre	Assistance perlée e/CTS	Q3 2022	Le Projet bénéficie d'un appui technique d'un expert HQ EST infrastructure; Grâce au contrat cadre, Almadius a réalisé des études techniques pour la réalisation de la STBV.	En cours
						Prévoir un ATN Assainissement	UCP	Q4 2019	Le poste d'ATN assainissement est pourvu	Terminé
						Accompagner le maître d'ouvrage local de la commune de Koulikoro	EO/BE	Q3 2022	La maîtrise d'ouvrage communale constitue un principe d'intervention du PEPAK. Les décisions majeures et le portage institutionnels du volet assainissement sont assurés par la Mairie	En cours
						Communication pour le développement et visibilité du PEPAK et de ses parties prenantes	EO	Q3 2022	Un plan de communication est élaboré et sera mise en œuvre par une ONG	En cours
						Développer une plus grande flexibilité dans la gestion des processus et la conduite de cette action pilote pouvant créer un effet levier dans la mise en œuvre du Plan Stratégique d'assainissement de la ville de Koulikoro	EO	Q3 2022	La Mairie de Koulikoro et les autres parties prenantes ont fait preuve de flexibilité dans le redimensionnement de la STBV qui aura une capacité de traitement 56 m3 de déchets au lieu de 7 m3 prévu dans le Plan stratégique d'assainissement	Terminé
Un choix biaisé des villages bénéficiaires peut impacter le nombre de personnes à atteindre et la pérennité des investissements.	Décembre 2018, reformulé en septembre 2019	FIN	Medium	High	High Risk	Sélectionner les centres les plus peuplés, incluant des centres de plus de 10.000 habitants	EO	Q3 2022	Les réflexions sont engagées pour la réalisation d'une adduction d'eau multi-villages et le cas échéant d'une	En cours

						Innover dans la mutualisation des ressources permettant de réduire les coûts de gestion et d'exploitation des points d'Eau à travers l'intercommunalité	EO/CT	Q3 2022	augmentation de la capacité de production d'eau pour satisfaire les besoins de la ville de Nara	
						Réaliser des AEP multi-villages	EO	Q3 2022		
Détournement de fonds au niveau des structures de gestion des systèmes d'AEP (AUEP, opérateurs privés) peut compromettre la pérennité des systèmes d'AEP (amortissement, entretien et réparation)	sept.-19	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Implication des CT dans la gestion des ouvrages dans le cadre du respect des cahiers de charges	CT	Q3 2022		Prévu
						Contrôle et suivi des opérateurs (le STEFI)	STEFI	Q3 2022		Prévu
						Transparence au sein des AUEP (Assemblées générales/redevabilité)	AUEP/CT	Q3 2022		Prévu
A-01-01-02- Prolongation de la crise sanitaire liée au Covid-19	30/04/2020	PRIORITAIRE	Medium	Low	Low Risk	Respecter les mesures de distanciation; Travail à distance; Recours à la vaccination lorsqu'elle sera disponible	N/A	N/A		En cours
A-01-03-01- Non paiement de la contribution financière des bénéficiaires	04/05/2020	PRIORITAIRE	Haute	Haute	High Risk	Sensibilisation et implication des bénéficiaires dans le processus de réalisation des AES/AEP	DIAL LO Adama	N/A	Le processus de notification du contrat à l'ONG d'IS est en cours; Le CRK et les Communes sont fortement impliqués dans la mobilisation de la contribution financière à travers les engagements formalisés	En cours
A-01-03-01- Décaissement/Décompte partiel de l'entreprise en fonction des livrables	04/05/2020	PRIORITAIRE	Moyen	Haute	High Risk	Assurer un suivi technique de qualité des travaux	DIAL LO Adama	N/A	Tous les bureaux d'études engagés pour le moment ont été payés, conformément aux termes des contrats	En cours

A-01-03-01- Conflits intercommunautaires liés à la présence des ouvriers, au choix des bornes fontaines et aux tracés du réseau (problèmes fonciers)	04/05/2020	PRIORITAIRE	Moyen	Haute	High Risk	Intensification de l'IS par l'ONG	DIAL LO Adam a	N/A	Le processus de notification du contrat à l'ONG d'IS est en cours;	En cours
A-04-02-01 Non délivrance à temps des documents administratifs (l'acte d'affectation du site, le permis de construction par le service de l'urbanisme et le permis environnemental par le ministère de l'environnement) peut retarder la réalisation des travaux	04/05/2020	PRIORITAIRE	Haute	Haute	High Risk	Préparer les documents relatifs aux paiements du permis environnemental et le permis de construction de la station de traitement de boue de vidange (STBV) conformément à la Loi	DIAL LO Adam a	N/A	Le dossier pour l'obtention du permis environnemental a été transmis au niveau national par la DRACPN; Le dossier pour l'autorisation de construire est au niveau de la justice pour approbation	En cours
A-04-02-01- Décaissement/Décompte partiel de l'entreprise et du bureau en fonction des livrables	04/05/2020	PRIORITAIRE	Medium	Low	Low Risk	Assurer un suivi contrôle de qualité des travaux et prévoir des paiements en fonction des livrables	DIAL LO Adam a	N/A	Le paiement de tous les bureaux d'études déjà engagés est effectif, conformément aux termes des contrats	En cours
Non acceptation des sous-produits de la STBV à cause de son origine	01/09/2020	OPS	Low	Low	Low Risk	Tests préalables via pilote;	DIAL LO Adam a	N/A		Nouveau
						Possibilité de le valoriser en ménageant avec d'autres sous-produits;	DIAL LO Adam a	N/A		Nouveau
						Contrôle de qualité	DIAL LO Adam a	N/A		Nouveau
Cout de service de vidange jugé trop élevé par les ménages	01/09/2020	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibilisation de la population au bénéfice de l'assainissement;	DIAL LO Adam a	N/A	Le processus de notification du contrat à l'ONG d'IS est en cours;	Nouveau

					Révision de certains éléments du système de taxation communale	DIAL LO Adama	N/A		Nouveau
					Proposition d'un mécanisme de solidarité pour les ménages vulnérables	DIAL LO Adama	N/A		Nouveau

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Afin d'établir les bases de développement d'actions de synergie et de complémentarité dans le cercle de Dioïla, le programme bilatéral avec l'implication des structures techniques ayant signes des conventions de subsides avec Enabel a organisé un atelier d'échange et de travail a été organisé à Fana du 2 au 3 novembre 2020.

Cet atelier a été initié par l'Unité de Coordination du Programme bilatéral et placé sous la présidence du Coordinateur du Programme, il a regroupé les représentants de ICRAF, de l'AVN, de l'APEJ, de VSF-B, de l'IRC, de l'AREPK, de LCIANK et du PEPAK.

La rencontre avait pour objectif (i) d'échanger entre partenaires de mise en œuvre du Programme bilatéral sur l'état d'avancement des activités au niveau de l'EEP Fana/Dioïla ; (ii) jeter les bases d'un renforcement de synergies et complémentarités à travers une approche territoriale de mise en œuvre.

Aux termes des échanges, un certain nombre d'activités clé a été retenu :

- ◆ **Adaptations au changement climatique :** (i) valorisation de l'information climatique, (ii) formation des cadres des STD et cadres de l'administration territoriale sur l'EIES et le cadre réglementaire en la matière, (iii) étude d'impact environnement et social des investissements d'eau et d'assainissement, élevage, (iv) formation en GIRE. (v) formation sur les conventions locales de GRN, (vi), récupération des terres (CES/DRS), (vii) habitat adapté et emploi vert, (ix) étude sur l'impact de changements climatiques sur les cellules familles des pasteurs et agropasteurs dans la région de Koulikoro, etc.
- ◆ **Mesures d'atténuation:** (i) agroforesterie, (II) performance thermique passive du concept VN, (iii), (iv), faible impact carbone, (v) utilisation des énergies renouvelables d'eau et d'assainissement et au niveau des infrastructures d'élevage, (vi) éducation environnementale (pour les agriculteurs et éleveurs) ; (vii) protection des ressources ligneuses (VN), (viii) construction de fours des rôtisseries peu consommateurs en bois énergie ; (ix) appui au pastoralisme et séquestration du carbone par la biomasse.

A l'issus des échanges, l'atelier a fait deux recommandations majeures :

- ◆ Instituer cette rencontre tous les quatre (04) mois (quadrimestrielle), la dernière semaine du 4^{ème} mois en élargissant aux STD, aux CT, Administration, bénéficiaires et aux ONG de la localité ;
- ◆ Faire le même exercice dans les autres espaces économiques partagés (Kolokani, Nara, Banamba).

6.2 Avec les projets pour tiers

En 2020, aucune activité n'a été mise en œuvre pour mandants tiers qui ont une/des synergies avec l'intervention. Par rapport au pilier n°1 de la stratégie de coopération Mali-Belgique, les interventions PEPAK, PAECIS et IRC en cours dans la Région de Koulikoro s'inscrivent de façon harmonieuse dans cette stratégie axée sur l'amélioration de la qualité de services publics rendus aux populations. Ces deux interventions oeuvrent pour une approche fondée sur les droits humains.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Pendant la période de rapportage, l'intervention PEPAK a développé une synergie avec AREPK dans le cadre de la sécurisation du forage de Ker El Gagny en vue de la réalisation de l'adduction d'eau sommaire pour la population et les animaux (zone muraille verte).

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Durant la période de rapportage, le PEPAK s'est pensée à la mise en œuvre des activités préalables qui concourent à la prise en compte de cette thématique liée à la réalisation des points d'eau potable et d'assainissement. Il s'agit de l'élaboration de la Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) pour les AEP dans les centres et de l'Etudes d'Impact Environnemental et Social assortie d'un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) budgétisé pour l'assainissement dans la Commune Urbaine de Koulikoro.

La vision de la politique environnementale du Mali est de faire de l'économie verte et résiliente aux changements climatiques une priorité, au travers des interventions portant sur la foresterie, l'agriculture intelligente, les énergies renouvelables, les ressources en eau et les ressources pastorales.

Dans ce cadre, pour les années à venir (2021 et 2022), l'intervention et ses partenaires clés de mise en œuvre du projet veilleront au respect strict de la NIES et au suivi rigoureux du PGES tout en promouvant :

- ◆ Une gestion concertée des ressources entre usagers ;
- ◆ Un renforcement des capacités dans le domaine du changement climatique ;
- ◆ Une répartition rationnelle des points d'eau pour réduire la surexploitation de la ressource et le surpâturage autour des points d'eau ;
- ◆ Une réduction de mauvaises pratiques en assainissement en vue d'améliorer la gestion des eaux usées, vectrices de maladies hydriques ;
- ◆ L'emploi prioritaire de l'énergie solaire pour les adductions d'eau ;
- ◆ Le traitement des boues de vidange en vue de la production d'engrais naturels
- ◆ L'utilisation des matériaux locaux.

7.2 Genre

Le Genre est une thématique transversale à la mise en œuvre du PEPAK qui fait l'objet d'une attention particulière. L'année 2020 a enregistré la prise en compte de cette thématique dans les missions d'identification des sites des forages et des latrines communautaires réalisées par l'équipe opérationnelle en collaboration avec ses partenaires clés.

Les 30 latrines communautaires en cours de réalisation dans la ville de Koulikoro et les centres secondaires prennent en compte les considérations genre (latrines séparées selon les sexes). Le plan de communication élaboré par NIECS est sensible au genre. Pendant les tranches à venir (2021 et 2022), l'intervention se penchera sur la promotion de la participation des femmes aux prises de décisions communautaires avec la mise en œuvre d'actions ayant pour objectif la réduction des écarts de pouvoirs de décision pour la gestion des ouvrages d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, la représentativité des femmes dans les structures de gestion d'AES/AEP (renforcement du rôle social des femmes) et au sein des comités de gestion des latrines sera respectée et des indicateurs mesurables seront observés.

7.3 Digitalisation

L'année 2020 a été consacrée à la mise en œuvre des activités préalables à la prise en compte de cette thématique. Il s'agit de l'identification et le géo référencement (coordonnées GPS) de tous les sites AEP dans les centres et de tous les sites des latrines communautaires aussi bien dans les centres que dans la Commune Urbaine de Koulikoro. le PEPAK avec l'appui du TIC, a élaboré une première cartographie des ouvrages d'AEP/AES qui seront réalisés dans les centres et communes d'intervention.

Par ailleurs, une base de données Excel est en cours de finalisation à l'UGP qui prendra en compte toutes les informations jugées pertinentes sur les centres, les sites d'AEP et de latrines communautaires, la STBV, les BET et les entreprises des travaux, les ONG, etc.

Pendant les tranches à venir (2021 et 2022), l'intervention favorisera la gestion digitalisée des informations pour optimiser la gestion, le monitoring et le partage d'informations. L'intervention veillera activement à l'utilisation des mécanismes et outils digitaux appropriés (SIG, smartphone, monitoring à distance) relatifs aux domaines de l'eau/assainissement, l'énergie renouvelable, l'environnement, etc.

En outre, l'intervention mènera de manière transversale un ensemble d'actions destinées à réduire la fracture numérique et à valoriser le potentiel de ces nouvelles technologies, par exemple dans les actions suivantes :

- ◆ Collecte, suivi et traitement des données relatives à l'évolution des interventions mises en œuvre pendant et après travaux ;
- ◆ Collecte d'informations relatives aux équipements en E&A des centres, géolocalisation GPS des infrastructures et points d'eau (cartographie) et transmission de ces données sous forme compatible avec les bases de données nationales existantes (SIGMA p.ex.).

7.4 Droits Humains, Emplois décents

Le PEPAK a enregistré la création d'emplois sur le terrain via les bureaux d'études mobilisés pour les études techniques, socioéconomiques et EIES et les entreprises mobilisées pour les travaux de construction des latrines communautaires dans les centres AEP et dans la commune urbaine de Koulikoro.

Le tableau ci-dessous récapitule le nombre total d'emplois créés en 2020 par type de prestataires et par activité.

Activités	BET	Entreprises	Total
Construction des latrines	16	127	143
Centres AEP	12	83	95
CUK	4	44	48
Etudes techniques AEP et suivi contrôle (BSH 5 et IGIP 7)	12	-	12
Etude socioéconomique CAP et NIES	7	-	7
Etudes EIES	7	-	7
Sécurisation des ressources	7	6	13
Analyse de l'eau dans les centres	3	-	3
Analyse du sol du site de la STBV	15	-	15
Total	67	133	200

D'autres emplois sont prévus dans le cadre de la mise en œuvre effective du plan opérationnel 2021 (ONG is, BET, entreprises, gestionnaires, GIE, ...).

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Les succès enregistrés au cours de la période de rapportage par l'intervention ont trait à :

- ◆ La proactivité dans le lancement des marchés des travaux et de services en 2020 de façon à se concentrer sur l'exécution des travaux d'infrastructures et l'appui / conseil aux populations bénéficiaires ; La contractualisation des relations fonctionnelles avec les parties prenantes sous forme d'accords de partenariats autour d'objectifs stratégiques communs ;
- ◆ le démarrage des travaux de construction de 30 latrines communautaires dans les centres AEP et dans la Commune urbaine de Koulikoro ;
- ◆ la création de 200 emplois temporaires pour les travaux de construction des latrines communautaires dans les centres ruraux et semi urbains et dans la ville de Koulikoro.

8.2 Les défis

Les difficultés rencontrées par l'équipe PEPAK dans la mise en œuvre de ses activités se résument en ce qui suit :

- ◆ Retard enregistré dans la réalisation des infrastructures et le report de certaines activités en 2021 à cause de l'impact du Covid-19 ; en effet, les mesures prises par la CEDEAO pour la fermeture des frontières ont occasionné la rupture de stock des matériaux de construction ;
- ◆ Difficultés d'accès aux sites liées aux inondations et à l'insécurité ont occasionné des retards dans la construction des travaux de latrines ;
- ◆ Grève des Collectivités Territoriales, administrateurs et STD, a influencé la mise en œuvre des activités du projet dans la période.
- ◆ Désistement du centre de Farabana, commune rurale du Mandé, cercle de Kati a adhéré au projet ;
- ◆ Dans la Commune Urbaine de Koulikoro, le PEPAK a été confronté au défi de redimensionner l'envergure et le budget relatif à la construction d'une station de traitement de boues de vidange répondant aux besoins d'Urbanisation de la ville de Koulikoro à l'horizon 2030.

Afin de relever ces défis, l'équipe PEPAK a pris des mesures correctives suivantes :

- ◆ Après consultation des parties prenantes (PEPAK, DRH, CRK) le village de Farabana a été remplacé par le village de Kombo dans la commune de Tiélé;
- ◆ L'équipe PEPAK a procédé à la modification budgétaire du DTF initial pour prendre en compte les nouvelles préoccupations ;
- ◆ La mise en place des mesures barrières et les dispositions prises par Enabel (télétravail, limitation du nombre de personnes pour les rencontres, etc.).

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

En 2020, l'exercice de la maîtrise d'ouvrage locale a été au cœur des apprentissages entre les Collectivités Territoriales. Cela a permis de définir un modèle de contrat de délégation entre les Communes Concernées et le Conseil Régional de Koulikoro dans le cadre de la mise en œuvre du PEPAK.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Leçons apprises Groupes cibles	
Une approche participative et multi-acteurs de mise en œuvre du PEPAK facilite l'adhésion des parties prenantes	Intervention, Portefeuille pays
Le Comité Technique de Suivi institué par le CRK dans le cadre de la mise en œuvre a facilité les relations de synergies et de complémentarités entre les CT, les STD et les organisations de la société tout en créant une dynamique favorable au portage institutionnel du Projet par des structures pérennes	Intervention, Portefeuille pays
Le processus de construction de la STBV suscite un fort engouement et attentes fortes de l'Etat, des CT, des OSC et des PTF par rapport au caractère pilote de cette infrastructure pour l'urbanisation et l'amélioration du cadre de vie au niveau des villes secondaires du Mali	Intervention, Portefeuille pays

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Au titre de l'année 2020, deux modifications majeures sont survenues dans la mise en œuvre du PEPAK :

La première modification est relative aux changements de lignes budgétaires qui s'expliquent par la prise en compte des résultats d'une étude de faisabilité réalisée par le PEPAK montrant qu'il faut réaliser une Station capable de traiter 56 m³ de gadoues par jour contre une prévision initiale de 7 m³ tel que prévu dans le Dossier Technique et Financier.

Le Comité de pilotage, en sa session du 12 mai 2020, a fortement opté pour ce choix de redimensionnement de la STBV qui engendrera les changements de lignes budgétaires par activités ci-après :

- ◆ **Activité A010301** : Réalisation des adductions d'eau potable : Le budget révisé de cette activité passera de 2.960.727.515 Francs CFA (4.513.600 euros) en février 2020 à un montant de 2.270.059.239 Francs CFA (3.460.683 euros) en Mai 2020 soit une diminution de 690.668.276,6 Francs CFA (1.052.917 euros) équivalent de 23,33% ;
- ◆ **Activité A040101** : Réalisation des études techniques : Le budget initial passera de 23.614.452 Francs CFA (36.000 euros) à un montant de 43.293.162 Francs CFA (66.000 euros) soit une augmentation de 19.678.710 Francs CFA (30.000 euros) équivalent à 83,33% ;
- ◆ **Activité A040201** : Construction de la STBV : Le budget initial passera de 275.501.940 Francs CFA (420.000 euros) à un montant de 966.170.217 Francs CFA (1.472.917 euros) soit une augmentation de 250,69% ;
- ◆ **Activité A050301** : Renforcement des capacités organisationnelles des services locaux des eaux usées, d'hygiène et d'assainissement de la ville de Koulikoro : Le budget révisé passera de 131.191.400 Francs CFA (200.000 euros) à un montant de 111.512.690 Francs CFA (170.000 euros) soit une diminution de 19.678.710 Francs CFA (30.000 euros) équivalent de 15,00%.

Quant à la deuxième modification, elle est relative à l'élaboration du DTF additionnel suite à un budget supplémentaire de 6 000 000 d'Euros octroyé par le Royaume de Belgique à la République du Mali en vue d'augmenter davantage le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Le DTF additionnel, approuvé le CoPil du 09 novembre 2020, a apporté des changements majeurs au DTF initial qui sont ci-après :

La population ayant accès à l'eau potable dans les centres ruraux secondaires passera de 45.000 habitants (dans le DTF initial) à 54.701 habitants à l'horizon 2023 grâce à la réalisation de 17 systèmes AEP au lieu de 13 initialement prévus ;

- La couverture des besoins en eau potable des populations de la Commune de Nara estimée à 54.701 habitants à l'horizon 2023 est prise en compte dans le DTF additionnel grâce à la réhabilitation et au renforcement du système d'AEP existant ;
- La réalisation de quatre blocs de latrines communautaires supplémentaires au niveau de centres ruraux bénéficiaires d'AEP ;
- Le redimensionnement de la Station de Traitement de boues de vidange de la ville de Koulikoro afin de traiter 56 m3 (eaux noires et eaux grises) au lieu de 7 m3 initialement prévu au DTF du PEPAK ;
- Le renforcement de la gouvernance de l'assainissement des déchets liquides assurée par la Commune Urbaine de Koulikoro à travers : (i) un meilleur exercice de ses compétences (ii) un accompagnement dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage locale des investissements ; (iii) le , renforcement des capacités des services communaux et des services techniques étatiques ; (iv) le développement d'une approche intégrée d'assainissement cohérente avec Plan Stratégique d'Assainissement de la Ville ; (v) un meilleur Contrôle qualité et appui conseil à la filière de traitement de boues de vidanges et à la valorisation des sous-produits ;.
- La réalisation (imprévue au DTF initial) d'ouvrages et technologies d'assainissement individuel au niveau des quartiers insalubres de la ville de Koulikoro à savoir : (i) 400 Lavoir-puisards, (ii) 400 latrines, (iii) un Réseau de mini Egout à Faible Diamètre (REFAID) permettant l'évacuation des eaux noires et eaux grises au profit de 150 ménages.
- Le redimensionnement des mesures d'accompagnement en matière d'assainissement de la ville de Koulikoro à travers deux activités importantes : (i) Information, l'éducation et la communication (IEC) pour un changement de comportement et (ii) Renforcement des capacités organisationnelles des acteurs privés impliqués dans la chaîne d'assainissement liquide ;
- Le renforcement de la composition des ressources humaines de l'équipe opérationnel du PEPAK à travers un recrutement, par Enabel, d'un Assistant Technique International et d'un Expert national en Gouvernance ;
- La contribution financière belge au financement du PEPAK est augmentée de **6 millions d'euros**. Ainsi le montant total de la contribution belge passera de **8 M € (5.247.656.000 FCFA)** à 14 millions € (**9.183.398.000 FCFA**).
- La contribution malienne au financement du PEPAK s'élève à **919.339.800 FCA** soit **1.400.000 euros** qui sera destinée à la réalisation d'investissements pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations (construction d'un château d'eau d'une capacité de 300 m3 et réalisation de 3 systèmes d'AEP et blocs de latrines au niveau des centres ruraux).

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décisions prises			Action			Suivi	
Decision to take	Period of Identification	Source	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Engager la procédure de mobilisation de la contrepartie malienne du financement du projet PEPAK	31/10/2019	CoPil	Prise de contact avec la CPS pour l'inscription du PEPAK dans le répertoire des projets et dans le CHA	N/A	29/05/2020	Procédure d'inscription du PEPAK dans le répertoire des projets est engagée	In Progress
			Elaboration d'un document retraçant la répartition du montant de la contrepartie (ne devant pas dépasser les 10 % du budget global) entre les activités d'investissements identifiées	N/A	29/05/2020	Procédure d'inscription du PEPAK dans le répertoire des projets est engagée	In Progress
Approfondir les réflexions et faire une simulation de la prise en charge du secrétaire sur la période du projet au compte de l'UGP/PEPAK	31/10/2019	CoPil	Procéder à une simulation de la prise en charge d'un secrétaire sur la durée du projet	N/A	30/11/2019	Simulation réalisée : La ligne des ressources humaines est légèrement déficitaire (pas de recrutement de secrétaire spécifique) Le PEPAK et IRC partagent la même secrétaire a l'instar de AREPK et LCIANK	Complet ed

Approfondir les réflexions sur le paiement du montant de l'indemnité du Responsable National, conformément au DTF du PEPAK, annexe de la convention spécifique.	31/10/2019	CoPil	Réfléchir sur la possibilité de revoir à la hausse les indemnités de fonction au niveau Enabel	N/A	31/12/2019	La recommandation n'est plus pertinente dans la mesure où le poste de Responsable National n'est plus fonctionnel	Complet ed
Anticiper sur la procédure de demande d'affectation du terrain du domaine de l'État au domaine public de la commune urbaine	12/05/2020	CoPil	Prise de contact avec les Domaines et du cadastre pour les renseignements et élaboration du dossier de demande d'affectation du terrain	DIALLO Adama	31/08/2020	Le dossier de demande d'affection est au niveau de la justice pour approbation	In Progress
Anticiper sur les procédures de demande de permis de construire de la station de traitement de boue de vidange avant le démarrage des travaux de construction de la station	12/05/2020	CoPil	Prise de contact avec l'urbanisme et élaboration du dossier de demande de permis de construire	DIALLO Adama	31/08/2020	EIES réalisée et la demande d'obtention du permis environnemental est envoyée au niveau national par la DRACPN	In Progress

<p>Accélérer le processus de démarrage des actions de sensibilisation, communication et éducation pour un changement de comportement en faveur des usagers afin de limiter la pollution du fleuve Niger par les rejets des eaux de latrines et excréta</p> <p>Humains</p>	12/05/2020	CoPil	<p>Élaboration des TDR, de la convention de subside et lancement de l'Appel à proposition pour le recrutement d'une ONG d'IS</p>	DIALLO Adama	31/08/2020	<p>Le processus de sélection définitive d'une ONG pour la réalisation de l'ingénierie sociale de l'eau est en cours</p>	In Progress
---	------------	-------	--	--------------	------------	---	-------------

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Les réorientations stratégiques en cours de validation portent sur le DTF additionnel du PEPAK qui est élaboré à la suite de la décision prise par le gouvernement belge en juillet 2020 d'augmenter de six millions d'euros le budget alloué à ce projet.

9.4 Recommandations

Sur la base de ces réorientations stratégiques en cours de validation, des recommandations (actions à entreprendre/décisions à prendre) sont formulées comme suit.

Recommandations_ Acteurs	Date limite	
Envisager une procédure d'octroi direct de subsides (en régie par Enabel) avec SOMAPEP / SOMAGEP pour l'extension de l'alimentation en eau de la ville de Nara / branchements sociaux à partir du forage pastoral de 16 m3 dans cette zone	PEPAK/SOMAPEP	Q3-2021
Envisager une procédure d'octroi direct de subsides avec Join For Water/Protos pour l'Ingénierie sociale en matière d'hygiène et d'investissement et pour la promotion de l'assainissement individuel au niveau des ménages et quartiers de la ville de Koulikoro	PEPAK/Protos	Q3-2021
Renforcer les capacités organisationnelles des services locaux d'eau / assainissement et brigade d'assainissement de la ville (voyages d'études, police sanitaire, cartographie des sites insalubres à prendre en compte dans la filière de déchet liquides)	PEPAK/Protos	Q2-2021
Prolonger la durée de mise en œuvre du PEPAK conformément au DTFa en cours d'approbation	COPIL	Q1 2021

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.							
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D							
Évaluation de la PERTINENCE : note totale				A	B	C	D
				X			
1. Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?							
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.					
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.					
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.					
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.					
2. La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?							
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).					
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.					
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.					
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.					

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

	A	B	C	D
Évaluation de la EFFICIENCE: note totale			X	

1. Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
X C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2. Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
X C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

3. Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
---	---

X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

	A	B	C	D
Évaluation de la EFFICACITÉ: note totale		X		

1. Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

2. Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	

		L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Do as follows to calculate the total score for this quality criterion: At least three 'A's, no 'C' or 'D' = A; maximum two 'C's, no 'D' = B; at least three 'C's, no 'D' = C; at least one 'D' = D

		A	B	C	D
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale				X	

1. Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

2. Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	

		L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
3. Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4. Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Le cadre logique a subi une modification mineure au niveau des libellés des activités de son résultat n°6 : « Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (*voir guide gestion du contenu*).

Titre Output 1
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui o Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Si oui : lesquels ? (éventuellement ToC modifiée en annexe)
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : <input type="radio"/> Justification Décision 1 : <input type="radio"/> Décision 2 : <input type="radio"/> Justification Décision 2 :
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	NON
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	OUI
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	OUI
Missions de Backstopping	OUI

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » est joint au présent document et ne fait pas faire partie du rapport (en tant que tel).

10.6 Ressources en termes de communication

Un plan de communication, assorti d'un plan d'actions budgétisé, est élaboré et sera mis en œuvre en 2021 par l'ONG d'Ingénierie Sociale.